



Entre flambée des prix du pétrole et fragilité du marché du travail

Mensuel économique de mars 2026

Le commentaire de notre économiste Alexandra

Le récent conflit en Iran a entraîné des perturbations sur les marchés énergétiques, exerçant déjà un choc sur les prix à la pompe. Dans ce contexte, les PME québécoises devront faire preuve de proactivité afin de limiter les impacts sur leurs activités, une gestion rigoureuse des coûts, de la logistique et de la trésorerie s'avérant essentielle en période d'incertitude prolongée.

Par ailleurs, les données les plus récentes indiquent que l'inflation se maintient à l'intérieur de la fourchette cible, un portrait encourageant, mais qui ne reflète toutefois pas encore les pressions potentielles liées aux récents développements géopolitiques. Le marché du travail affiche pour sa part des signes de fragilisation, marqué par un recul de l'emploi et une hausse du chômage, reflet de la prudence accrue des entreprises dans un contexte d'incertitude élevée, alimenté par les tensions géopolitiques, le conflit commercial avec les États-Unis et les discussions entourant l'ACÉUM.

Avec l'incertitude importante actuelle, la Banque du Canada pourrait vouloir privilégier une approche de statu quo lors de la décision du taux directeur à venir (18 mars), le temps d'obtenir davantage d'informations avant d'orienter sa politique monétaire.



Alexandra Lareau

Conseillère et économiste

alexandra.lareau@mallette.ca

Actualité économique

Flambée des prix du pétrole : quels impacts pour les PME du Québec?

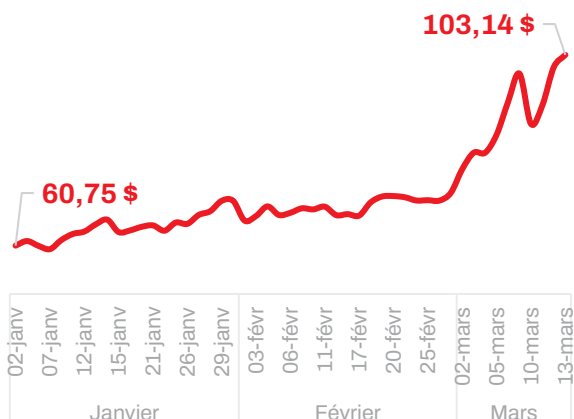
Le prix du baril de pétrole ayant franchi le seuil de 100 \$ US, enregistrant une hausse de plus de 30 % par rapport au début du mois et de près de 70 % depuis le début de l'année 2026. Cette flambée s'inscrit dans le contexte du conflit en Iran, où l'influence du pays sur le détroit d'Ormuz accroît les risques sur l'approvisionnement pétrolier mondial.

L'Iran représente environ 3 % de la production mondiale de pétrole, tandis qu'environ 20 % de l'approvisionnement mondial transite habituellement par le détroit d'Ormuz, principal corridor d'exportation pour plusieurs membres de l'OPEP+. À la suite des frappes récentes, ce passage maritime est devenu indisponible pour les navires, exacerbant les perturbations de la logistique pétrolière à l'échelle mondiale.

Si les effets de ce choc géopolitique sont déjà perceptibles pour les consommateurs à la pompe, ses impacts dépasseront largement le seul coût de l'essence. Les entreprises d'ici, et plus particulièrement les PME, seront également touchées, tant par une hausse de leurs coûts que par un affaiblissement potentiel de la demande.

Évolution du prix du baril de pétrole

Brent, données quotidiennes depuis janvier 2026, dollars américains



L'ampleur de ces impacts demeurera toutefois étroitement liée à la durée et à l'intensité du conflit.

Du côté des **coûts**, les répercussions directes se manifestent par une augmentation des **frais de transport** et de logistique, une pression particulièrement forte pour les entreprises en région, davantage exposées à la hausse du carburant en raison de distances plus longues et d'une moindre possibilité de mutualisation logistique. À cela s'ajoutent des effets indirects, notamment la **hausse des prix des intrants et la renégociation à la hausse des contrats fournisseurs**. Par ailleurs, si la montée des prix de l'énergie entretient les pressions inflationnistes, elle pourrait limiter la marge de manœuvre de la Banque du Canada pour abaisser les taux d'intérêt, maintenant ainsi des **coûts d'emprunt élevés**.

Du côté de la **demande**, l'incertitude économique persistante, la fragilisation financière des ménages observée en 2025, le conflit commercial avec les États-Unis et le récent repli de l'emploi **renforcent les comportements de prudence, ce qui pourrait peser sur la consommation des ménages**.

Dans ce contexte, **la proactivité des PME sera déterminante pour limiter les répercussions sur leurs activités**. Une attention accrue à la gestion des coûts, à la résilience de la chaîne logistique et à la trésorerie pourrait permettre d'atténuer les pressions à court terme. Toutefois, la durée du conflit demeure la variable centrale pour évaluer l'ampleur et la persistance des impacts sur les PME, et plus largement pour l'économie du Québec.

Inflation

Inflation canadienne

En février 2026, le taux d'inflation au Canada s'est posé à 1,8 %, représentant une diminution de 0,5 p.p. par rapport à l'inflation de janvier, ce qui constitue le recul le plus marqué observé depuis le printemps dernier.

L'ensemble des provinces a enregistré une diminution de l'inflation par rapport au mois précédent, les baisses les plus prononcées ayant été observées à l'Île-du-Prince-Édouard, en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick et en Ontario.

À l'inverse, le Québec a affiché la baisse la plus limitée, respectivement de -0,1 p.p., tout en demeurant la province où le taux d'inflation est le plus élevé.

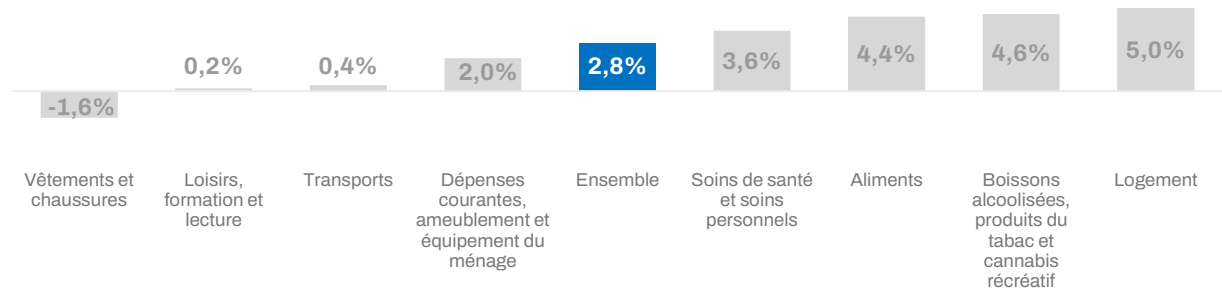
Inflation québécoise

En février, l'inflation au Québec s'est établie à 2,8 %, affichant une légère diminution par rapport au mois de janvier.

Bien que la composante des **aliments** ait continué d'exercer une pression haussière sur l'inflation globale, elle a néanmoins enregistré un repli marqué de 0,9 p.p. par rapport à janvier, expliqué principalement par le recul de l'inflation des aliments consommés au restaurant (-3,4 p.p.), tandis que l'inflation des aliments achetés en magasin est demeurée relativement stable (+0,2 p.p.).

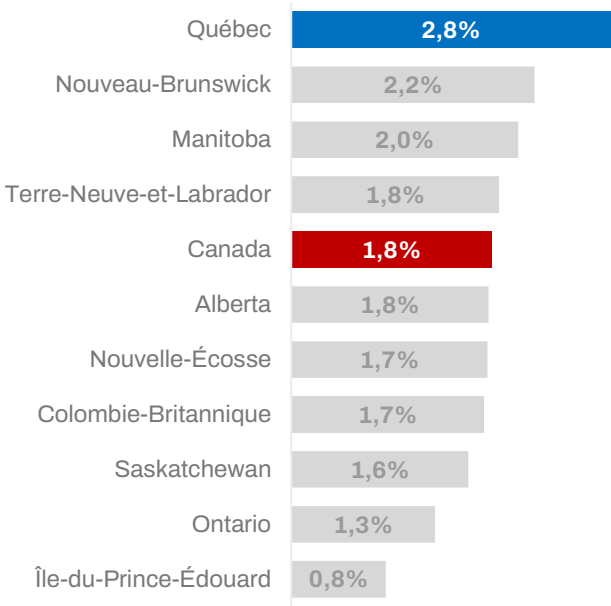
Taux d'inflation au Québec par catégorie de biens et services

Inflation annuelle, février 2025 à février 2026, %



Taux d'inflation par province

Inflation annuelle, février 2025 à février 2026, %



Par ailleurs, plusieurs autres composantes ont contribué à atténuer l'inflation globale dans la province, notamment les **vêtements et chaussures, les loisirs, formation et lecture, les transports** ainsi que les **dépenses courantes**. En effet, la composante des dépenses courantes a affiché une diminution significative de 1,2 p.p. par rapport à janvier, tandis que les vêtements et chaussures ont enregistré un recul de 0,5 p.p. sur la même période.

Marché du travail

Taux de chômage

Au mois de février 2026, le **taux de chômage au Canada a atteint 6,7 %**, une augmentation de 0,2 p.p. par rapport à janvier 2026. Cette augmentation est survenue malgré le recul du taux d'activité à l'échelle nationale, un facteur qui exerce habituellement une pression à la baisse sur le taux de chômage. **Cette évolution est relativement généralisée à travers le pays**, alors que cinq provinces ont enregistré une hausse de leur taux de chômage.

- Le **Québec** a connu la plus importante augmentation du taux de chômage, passant de 5,2 % en janvier à 5,9 % en février
- Bien que l'**Alberta** et le **Manitoba** aient connu une diminution de leur taux de chômage, ces provinces ont également enregistré un recul du taux d'activité, ce qui atténue la portée favorable de cette évolution
- L'**Île-du-Prince-Édouard** et **Terre-Neuve-et-Labrador** sont les seules provinces ayant enregistré simultanément une diminution ou une stabilisation du taux de chômage et une progression du taux d'activité

Emploi

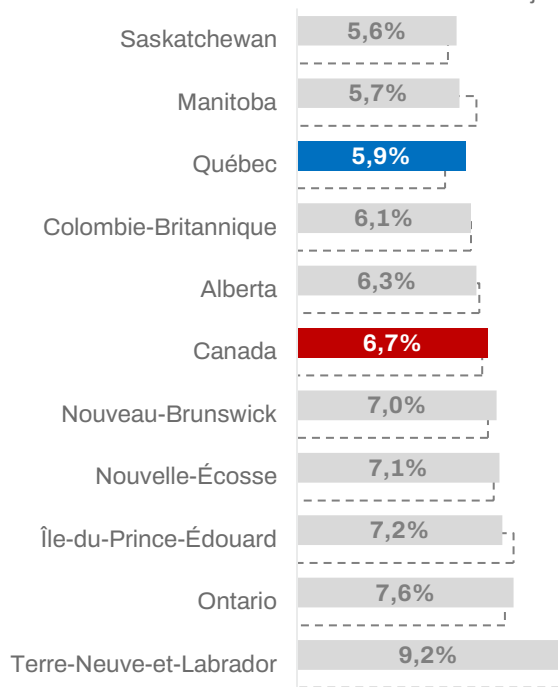
Les plus récentes données sur l'emploi ont retenu l'attention, alors que ces dernières ont dévoilé **une érosion des gains enregistrés à l'automne, l'économie ayant perdu près de 109 k emplois depuis janvier**, la plus forte diminution depuis la pandémie. Ce repli a touché de manière importante les 15 à 24 ans, qui concentrent une grande part des pertes d'emplois recensées récemment.

- Le **Québec** et l'**Ontario** concentrent la majorité des pertes d'emplois, tandis que l'**Alberta** et **Terre-Neuve-et-Labrador** sont les seules à afficher une progression nette
- La **tendance à la baisse est généralisée à travers les secteurs**, et touche à la fois le travail à temps plein et à temps partiel

Taux de chômage par province

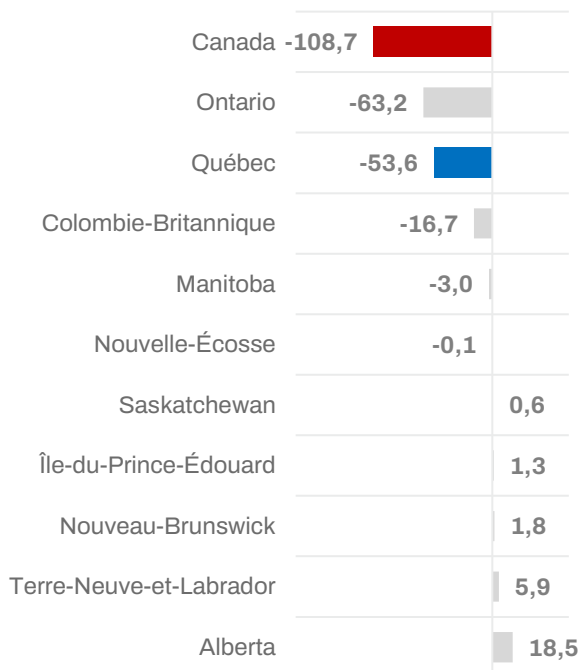
Février 2026, %

■ févr-26
▨ janv-26



Variation de l'emploi total par province

Février 2026 par rapport à décembre 2025, milliers



Marchés boursiers

En février, les **marchés nord-américains ont montré des résultats contrastés** : le S&P/TSX a fortement rebondi, porté par les secteurs cycliques et énergétiques, tandis que les principaux indices américains ont terminé en baisse, reflétant une rotation sectorielle loin de la technologie et des inquiétudes macroéconomiques. L'indice MSCI – EAFE a progressé, illustrant une **dynamique plus favorable sur les marchés internationaux**, dans un contexte où certains investisseurs pourraient chercher à se repositionner face au risque perçu plus élevé du marché américain.

Sur le plan géopolitique, **les tensions au Moyen-Orient, surtout autour du conflit en Iran, ont continué d'alimenter l'incertitude**. Un conflit prolongé pourrait perturber les chaînes d'approvisionnement en énergie, un facteur clé pouvant avoir un impact significatif sur les marchés boursiers dans les mois à venir. Dans un climat incertain, l'histoire suggère que **les investisseurs qui gardent une vision à long terme et évitent de succomber à la panique traversent mieux les périodes de turbulence**.

Marchés financiers au 28 février 2026

Rendement (%)	1 mois	AAD	1 an	5 ans	10 ans
ACTIONS					
S&P/TSX	6,6 %	6,4 %	32,3 %	16,5 %	13,6 %
S&P 500	- 0,8 %	0,7 %	17,0 %	14,2 %	15,5 %
NASDAQ 100	- 2,3 %	- 1,1 %	19,5 %	14,1 %	19,5 %
MSCI – EAFE	5,4 %	9,5 %	27,5 %	12,4 %	10,3 %
REVENU FIXE					
Indice des obligations universelles FTSE Canada	2,3 %	1,7 %	2,6 %	0,8 %	2,1 %

SOURCE | LSEG, Mallette.

Pétrole

Après une tendance baissière depuis l'été 2025 et un creux atteint en décembre, le prix du baril a enregistré un **rebond depuis le début de 2026, stimulé par la montée des tensions géopolitiques et le conflit en Iran**. L'OPEP+ a toutefois réaffirmé sa volonté de préserver la stabilité et a annoncé une hausse de la production, bien que l'efficacité de cette mesure dépende largement de la capacité à exporter le pétrole via le détroit d'Ormuz.

Taux de change

En février, le **dollar canadien s'est apprécié par rapport au dollar américain**, gagnant 0,9 % par rapport à janvier 2026. Ce gain reflète surtout l'affaiblissement du dollar américain plutôt qu'un réel intérêt pour le huard, alors que persistent les risques liés aux négociations commerciales et perspectives de croissance au pays.

Prix du baril

Brent, février 2026

70,89 USD



+ 6,4 % Par rapport à janvier 2026

+ 13,4 % Par rapport au creux de décembre 2025

Taux de change USD/CAD

Février 2026

1,37



-0,9 % (appréciation) Par rapport à janvier 2026

-4,5 % (appréciation) Par rapport à février 2025

SOURCES | Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec, Banque du Canada, Comité national routier, Yahoo Finance, analyse Mallette.